

SOCIÉTÉ DE GESTION

Phitrust s'inscrit dans la nouvelle génération d'investisseurs actifs

► **Le déficit de gouvernance d'entreprises a été mis en lumière ces deux dernières années**

► **Le gestionnaire utilise un réseau de partenaires institutionnels pour faire évoluer les comportements**

Sans aucun doute, des trois piliers qui composent les critères ESG (environnementaux, sociétaux et de gouvernance), l'environnement a longtemps constitué la principale notion à laquelle s'intéressaient les investisseurs. Mais depuis deux ans, ces derniers se sont aperçus - parfois avec fracas - que le danger ne se situait peut-être pas là où ils l'attendaient. La crise financière a en effet été aussi, pour partie, une crise de gouvernance. La déconnexion entre les actionnaires des entreprises et leurs dirigeants s'affirme aujourd'hui comme un réel problème.

La société de gestion Phitrust, qui se définit comme un « investisseur actif », s'est fait une spécialité de ce sujet et s'attèle, avec ses partenaires institutionnels, à faire évoluer les politiques de gouvernement d'entreprise.

Réseau d'influence. Pourtant, avec à peine 50 millions d'euros gérés sur l'ensemble de ses fonds, cette société ne pèse pas lourd dans le capital des entreprises dont elle est actionnaire. Comment fait-elle alors pour influencer sur le comportement des mastodontes du CAC 40 ? C'est par son réseau de partenaires que Phitrust réussit à faire pression sur les sociétés.

Actionnaire minoritaire à travers sa Sicav indicielle Proxy Active Investors, le gestionnaire peut, lorsqu'il détecte un problème de gouvernance, faire appel aux membres du conseil d'administration de la Sicav - composé actuellement de grands groupes tels qu'Allianz, SMABTP ou AG2R - et sur un réseau de plus 300 investisseurs institutionnels présents dans le monde entier et constituant souvent une part significative des actionnaires des groupes visés.

Processus graduel. Doté d'une équipe de six personnes, Phitrust examine à l'aide des informations de Proxinvest les points de gouvernance des sociétés qui peuvent poser problème. Il peut par exemple s'agir de la séparation des pouvoirs ou de la rémunération des dirigeants. En premier lieu, une lettre est adressée aux entreprises et liste tous les points litigieux. « Cette étape demeure strictement confidentielle », précise Luis Sanchez de Lozada, le directeur juridique de Phitrust. Ensuite, si aucune disposition n'est prise, le gestionnaire demande à rencontrer les dirigeants. En cas de refus, il soulève ses questions dans le cadre des assemblées générales.

Enfin, si la négociation achoppe, il dépose une résolution soumise au vote des actionnaires. Et c'est là qu'interviennent les

partenaires de Phitrust puisque ces résolutions doivent être déposées par au minimum 0,5 % des droits de vote pour des entreprises de cette taille. « Jusqu'ici, nous avons déposé 26 résolutions. Deux ont été votées avec plus de 65 % des voix et la majorité des inscrites à l'ordre du jour a atteint des résultats significatifs », note Luis Sanchez de Lozada.

Des institutionnels aux particuliers. Pour l'heure, la Sicav reste purement indicielle et a simplement vocation à permettre au gestionnaire d'agir sur les sociétés dont elle est actionnaire. Même si elle dispose d'une part pour les particuliers, elle est principalement destinée aux institutionnels qui, avec un investissement de 5 millions d'euros, deviennent membres de son conseil d'administration. A noter que la société de gestion met actuellement en place dans la Sicav un système de sourpondération des meilleurs élèves et de sous-pondération des moins bons, ce qui lui confèrera le statut « d'indiciel tilté ».

Mais ce véhicule d'investissement n'est pas le seul proposé par le gestionnaire. Un FCP destiné au grand public, Euro Active Investors, investit dans des sociétés sélectionnées pour leurs critères financiers par Raymond James et dont la gouvernance est la meilleure. Ce fonds est aujourd'hui en cours de commercialisation et, vu l'intérêt croissant pour les sujets de gouvernance, il n'est pas improbable qu'il figure bientôt sur quelques plates-formes. ■

FRANCK JOSELIN

AVENIR FINANCE ET FORTIS ASSURANCES ENTRENT EN NÉGOCIATIONS EXCLUSIVES EN VUE D'UN PARTENARIAT COMMERCIAL ET FINANCIER

► Fortis Assurances développera une offre de contrats d'assurance vie qui sera distribuée par les réseaux d'Avenir Finance Gestion Privée et les conseillers en gestion de patrimoine indépendants (CGPI) partenaires, et promue sur le site www.sicavonline.fr. Le groupe Avenir Finance proposera quant à lui une gamme de produits et services qui sera distribuée par les réseaux de Fortis Assurances, ses conseillers salariés et les CGPI partenaires. Cette offre comprendra notamment des comptes titres et PEA, des SCPI de rendement et Malraux, des FCPI, des FIP et des FIP ISF, ainsi que des produits immobiliers anciens en direct. Ce partenariat s'accompagnera d'une prise de participation de 35 % par Fortis Assurances dans le capital de Sicavonline, avec pour objectif d'accélérer le développement du site, d'enrichir l'offre en assurance vie en ligne et de générer un plus grand nombre de prospects qualifiés qui seront exploités par les réseaux salariés et les CGPI partenaires des deux groupes.

FORTUNEO LANCE UNE BANQUE EN LIGNE

► Fortuneo, filiale du Crédit Mutuel Arkéa qui propose une offre d'assurance vie et de Bourse en ligne, va désormais proposer une offre bancaire, avec compte courant et moyens de paiement. L'objectif est de compter 300.000 clients et 600.000 comptes en 2015. Pour cela, Fortuneo compte s'appuyer sur des tarifs agressifs, avec la gratuité des cartes bancaires, de la tenue de compte, des opérations courantes (prélèvements, virements, consultations), et des retraits dans les distributeurs automatiques sur toute la zone euro.

L'APERÉ S'INSTALLE EN PACA

► L'association pour la transmission et le développement des PMI-PMI Apere (accompagnement personnalisé d'entrepreneurs et repreneurs d'entreprises) a organisé, le 20 octobre dernier à Marseille, sa réunion de lancement en région Paca. L'Apere accompagne depuis 2003 les cédants et les repreneurs d'entreprise dans leur transmission, ainsi que les chefs d'entreprise dans leur développement. Elle a pour objectifs de sensibiliser et d'aider le cédant à prendre à temps sa décision de transmettre son entreprise puis de l'accompagner dans sa cession, d'accompagner le repreneur dans la concrétisation de son projet, et d'aider les dirigeants dans le développement de leur entreprise. L'association regroupe des conseillers, seniors actifs, anciens dirigeants et cadres d'entreprise, des consultants, professionnels experts, spécialisés dans le conseil aux PME-PMI, et des membres partenaires, organisations professionnelles signataires d'une convention de partenariat avec l'association.

NICOLAS DUCROS

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN GESTION DE PATRIMOINE

Crystal Finance prépare le retour des expatriés

La structure, basée à Montpellier, élargit progressivement son offre de produits en incluant la prévoyance-retraite et son modèle de distribution avec notamment une plate-forme pour les indépendants

Depuis sa création en 1992, la société de conseil en gestion patrimoniale Crystal Finance s'est principalement consacrée au marché des expatriés. « La connaissance des besoins de cette population nous différencie des autres structures dédiées au conseil patrimonial », expliquent Bruno Narchal et Yves Martin, les dirigeants de la structure. Plus précisément, la société intervient sur les aspects juridiques et fiscaux qui sont liés à la préparation du retour en France des expatriés. « Nous nous préoccupons davantage du sort des investissements financiers réalisés à l'étranger au regard des règles françaises que de l'évolution des législations étrangères en elles-mêmes », précisent les responsables.

Mondiopolitains. La vocation internationale de Crystal Finance se retrouve également au niveau de l'offre produits qui est principalement destinée aux « mondiopolitains », ces Français dont la vie professionnelle ou privée se structure en partie en dehors des frontières. Historiquement, la société privilégie la distribution de contrats

d'assurance vie luxembourgeois en vertu de leur neutralité fiscale et de leur souplesse de gestion. Elle a d'ailleurs créé ses propres contrats avec l'appui de La Mondiale Europartner. En matière de prévoyance, la filiale Assinter nouvellement lancée doit assurer la distribution des produits de prévoyance et de retraite à l'international. Dans ce cadre, le site internet Mutuelle-expatriés.com est destiné à favoriser la souscription en ligne de contrats de prévoyance.

Plate-forme destinée aux CGPI. Pour accroître son audience, l'entreprise compte développer plusieurs projets, notamment en lançant bientôt une nouvelle plate-forme consacrée aux conseillers indépendants (CGPI). Cette plate-forme multiproduit devrait leur proposer, d'ici au début de l'année, une offre complète associant l'assurance vie, des produits immobiliers, des comptes titres et des fonds d'investissement.

Concernant le reste de son offre, Crystal Finance participe à la distribution et à la création

de fonds. A ce titre, elle a conçu des fonds flexibles en partenariat avec entre autres Edmond de Rothschild Multi Management (EDRIM). L'immobilier, enfin, représente entre 12 et 15 millions d'euros par an, soit près de 20 % de la collecte annuelle. A ce propos, Crystal Finance privilégie les investissements en France.

Implantations. Pour assurer sa présence autour du monde, Crystal Finance s'appuie entre autres sur les nouveaux bureaux de représentation ouverts en Polynésie française et à New York depuis novembre 2008. Un partenariat vient également d'être signé en Chine avec un courtier local. Au total, le réseau de distributeurs est composé de 90 conseillers dont la plupart ont un statut de mandataire. Parmi les 48 salariés, qui sont employés au siège montpelliérain, trois spécialistes s'assurent du traitement des questions d'ingénierie patrimoniale.

A partir d'une clientèle constituée de près de 9.000 clients, dont 2.500 en métropole, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 6,7 millions d'euros et les encours gérés sont de l'ordre de 330 millions. ■